

HAÏTI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Haïti est une république constitutionnelle à régime politique multipartite. Il y a eu quelques allégations de fraude et d'irrégularités durant le second tour de scrutin présidentiel et législatif tenu le 20 mars, quoique les observateurs internationaux considèrent que, sur un plan général, les élections aient été libres et justes. Les électeurs ont élu président Michel Martelly, qui est entré en fonctions le 14 mai. Toutefois, le choix du premier ministre n'a été ratifié par le parlement, comme la loi l'exige, que le 4 octobre. Ainsi, les affaires courantes du gouvernement ainsi que la discrétion budgétaire sont demeurées aux mains du gouvernement sortant du président Préal pendant six mois, au cours desquels l'on a enregistré de multiples allégations d'abus des droits de l'homme, de corruption et de détournement des fonds publics. En principe, les forces de sécurité sont subordonnées aux autorités civiles mais il y a eu des cas où certains éléments de ces forces et d'autres responsables gouvernementaux ont agi indépendamment du contrôle de ces autorités.

Depuis 2004, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), constituée d'environ 13.000 militaires, policiers et civils, intervient dans le pays avec pour mission d'aider et conseiller les autorités gouvernementales et les responsables de la sécurité. Après le tremblement de terre de janvier 2010, des gouvernements étrangers, la communauté internationale et de nombreuses organisations non gouvernementales ont aidé à la reconstruction du pays tandis que la MINUSTAH a continué de contribuer au maintien de la sécurité. Le tremblement de terre a effectivement détruit la plupart des infrastructures du gouvernement tandis qu'environ 550.000 personnes demeuraient sans logis, vivant dans des camps de personnes déplacées.

Au regard des droits de l'homme, les plus graves problèmes comprennent les abus commis par les forces de sécurité du gouvernement et les agents judiciaires, dont les meurtres extrajudiciaires perpétrés par les responsables de la police et du gouvernement, les allégations d'exploitation sexuelle par certains membres de la MINUSTAH et la corruption chronique et profonde dans toutes les branches du gouvernement.

Parmi les autres problèmes liés aux droits de l'homme l'on peut citer la torture et le recours à la force excessive contre les suspects et détenus, le surpeuplement et les mauvaises conditions sanitaires dans les prisons, les détentions prolongées avant jugement, un appareil judiciaire inefficace, non fiable et irrégulier, assujetti à une influence extérieure et personnelle considérable, le viol, d'autres actes de violence et de discrimination sociale envers les femmes, la maltraitance des enfants et la traite des personnes. De plus, l'on a constaté de multiples incidents de violence commises par des émeutiers et les actes de représailles commis par des justiciers contre les forces de sécurité du gouvernement et des citoyens ordinaires, notamment les incendies

volontaires de maisons et de commissariats de police, le jet de pierres, les décapitations et les lynchages.

Si le gouvernement a pris certaines mesures pour poursuivre en justice et punir quelques responsables et membres de la Police nationale d'Haïti (PNH) qui ont commis des abus, un nombre considérable d'indices démontrent l'impunité de certains responsables du gouvernement et hauts responsables de la PNH. Le gouvernement a réussi à juger et condamner huit responsables de la police pour leur implication en 2010 dans les meurtres de détenus de la prison des Cayes.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Le gouvernement ou ses agents pourraient avoir commis au moins un meurtre à motivation politique et il y a eu de nombreuses allégations de participation de la PNH à des meurtres extrajudiciaires, dont certaines ont abouti à l'arrestation, la condamnation et le prononcé de jugements à l'encontre d'agents de la PNH. Un rapport de la MINUSTAH produit en décembre décrit des allégations concernant huit meurtres commis par des agents de la PNH.

Le droit haïtien prévoit que les autorités doivent renvoyer tous les cas d'allégations de fautes professionnelles passibles d'une peine pénale au sein de la PNH au Bureau de l'Inspecteur général de la PNH, mais dans la plupart des cas, le BIP n'a ouvert aucune enquête.

Le 5 mars, des agents de la PNH auraient tué Frantz Emmanuel Louis et Sterson Jordanaud Jeune, deux des trois colleurs d'affiche travaillant pour la campagne présidentielle de Mirlande Manigat. Les agents de police auraient arrêté les deux hommes dans le camp du Champ-de-Mars près du palais national, les auraient emmenés au poste de police, battus puis emmenés avec eux dans un véhicule de service. Leurs corps ont été découverts le lendemain à la morgue de l'hôpital national ; ils avaient été tués par balles. Le commissaire de police de Port-au-Prince a placé sept agents de l'unité anti-émeute en détention en attendant une enquête sur cette affaire. Les autorités ont inculpé cinq agents qui, à la fin de l'année, demeuraient en attente de procès.

Il y a eu deux allégations d'actes de torture de suspects qui se trouvaient en garde à vue et qui se sont soldés par la mort de ces derniers. Le 1er avril, des agents de police du quartier de Martissant à Port-au-Prince ont arrêté puis auraient battu Jeffony Michel avant de l'emmener aux urgences de l'hôpital national. Le lendemain matin, il a été trouvé mort dans sa cellule. La morgue de l'hôpital a déclaré que la cause du décès de Jeffony Michel était « mort par balles ».

Le commissaire de police de Pétionville, quartier riche de Port-au-Prince, et le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince ont supervisé l'arrestation, l'interrogatoire et la torture de Serge Démosthène le 15 juin et ont assisté à sa mort le même jour. Les autorités ont arrêté le commissaire de police de Pétionville, Vanel Lacroix, ainsi que sept autres agents impliqués dans l'affaire. Selon un rapport du BIG, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince Harrycidas Auguste et Vanel Lacroix ont tous deux avoué avoir été présents durant la torture et la mort de Démosthène mais se sont mutuellement rejetés la faute. Les autorités ont licencié Auguste et l'on accusé de meurtre ; l'inculpation a été abandonnée par la suite. À la fin de l'année, Lacroix et les autres agents étaient en attente de procès mais il aurait été indiqué que la candidature d'Auguste était envisagée pour une promotion comme juge d'instruction chargé des délits financiers.

Les autorités ont jugé 14 agents de police et gardiens de prison ainsi que 16 évadés pour meurtre, incendie volontaire, évasion et complicité d'acte d'évasion résultant d'une émeute en 2010 et d'une évasion réussie de la prison des Cayes. Cet incident a occasionné le décès d'au moins 12 prisonniers, permis à 22 autres prisonniers de s'évader et fait de nombreux blessés. Durant le procès, 15 accusés étaient présents, tandis que les autres ont été jugés par contumace, dont l'ancien chef de l'unité anti-émeute, Olritch Beaubrun, qui demeurait en fuite à l'étranger. Le 15 décembre, le procès a pris fin et le commissaire du gouvernement a requis la réclusion à perpétuité pour les 14 agents et une peine additionnelle d'une année pour chacun des prisonniers qui s'étaient évadés. Après le délibéré, le juge a déclaré coupables huit agents de police et un prisonnier, prononçant des peines allant de trois à 13 ans de travaux forcés. Le directeur de la prison Sylvester Laraque a été condamné à sept ans de travaux forcés moins la peine déjà purgée. Le juge a condamné par contumace Beaubrun et le prisonnier accusé d'avoir commencé l'émeute. Des groupes de défense des droits de l'homme et l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) ont félicité le gouvernement pour avoir rendu justice dans une certaine mesure mais ils ont déclaré que les peines auraient dû être plus lourdes.

b. Disparitions

L'on a signalé un cas de disparition à motivation politique par des agents du gouvernement, lorsque l'un des trois colleurs d'affiche travaillant pour la campagne présidentielle de Mirlande Manigat a disparu. Celui-ci n'a jamais été retrouvé après une altercation alléguée avec des agents de la PNH dans le camp du Champ-de-Mars près du palais national, mais les corps des deux autres colleurs d'affiche ont été retrouvés le lendemain (voir section 1.a.).

Des agents de la PNH en service et d'anciens policiers ont été accusés de participation dans des enlèvements. Au mois de juin, les autorités ont arrêté Émile Augustin, un membre de l'Unité de Sécurité Générale du palais national, ayant retenu contre lui plus de 20 chefs d'accusation pour enlèvement. Au mois d'avril, des responsables de la

sécurité de l'administration Martelly avaient muté Augustin au palais après l'arrivée au pouvoir de Martelly. Les autorités ont arrêté Augustin après avoir déterminé qu'il utilisait la voiture d'une victime pour se rendre à son poste au palais national.

La MINUSTAH a signalé que jusqu'en décembre, d'après des dossiers de la police, il y a eu 159 enlèvements, contre 121 sur toute l'année 2010. En grande partie, la population civile, la MINUSTAH et la PNH rapportent qu'un nombre considérable d'enlèvements n'ont jamais été signalés à la police.

c. Torture et autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques mais des traitements dégradants ont été signalés durant l'année ainsi que de nombreuses allégations d'abus commis par la police contre des suspects durant leur arrestation et détention provisoire ; ont été rapportées également des allégations crédibles de brutalités policières, dont plusieurs ont abouti à la mort des suspects durant leur garde à vue. Les prisonniers ont également fait l'objet de traitements dégradants, principalement du fait d'installations surpeuplées où régnaient des conditions humaines. En général, les gardiens de prison ne maltraitent pas les prisonniers.

Il y a eu de nombreuses allégations de sévices et d'exploitation à caractère sexuel impliquant des membres de la MINUSTAH. L'affaire de Johnny Jean, un Haïtien de 18 ans, a attiré l'attention du public lorsqu'une vidéo a montré des soldats uruguayens de maintien de la paix lui baissant les pantalons et le maltraitant dans une base de la MINUSTAH à Port-Salut. Le ministre de la Défense de l'Uruguay a présenté des excuses publiques, promis que les auteurs de ces actes seraient punis en usant de tous les moyens offerts par la loi et rapatrié quatre soldats impliqués dans l'affaire. Le contingent uruguayen de la MINUSTAH à Port-Salut a également été accusé de recourir régulièrement au commerce du sexe avec la population locale, principalement en échangeant leurs rations alimentaires contre des prestations sexuelles.

En qualité de mission de maintien de la paix ayant reçu mandat de l'ONU, la MINUSTAH a une politique de tolérance zéro des actes d'exploitation sexuelle commis par ses membres. Cependant, il n'est pas certain que cette directive ait réduit ces pratiques. Lorsque les médias ou les autorités judiciaires ont publié les allégations d'incidents d'exploitation sexuelle ou d'abus de la part des soldats de maintien de la paix, la réaction de la MINUSTAH a été de mener ses propres enquêtes internes et privées, et de prendre des mesures en conséquence. La MINUSTAH n'a fourni aucun renseignement concernant des cas particuliers mais publie chaque année le nombre d'allégations et d'allégations « avérées ». La base de données en ligne exploitée par le groupe Déontologie et discipline de l'ONU révèle 14 enquêtes réalisées sur les cas d'exploitation et sévices sexuels à la MINUSTAH, dont 12 sont classées en suspens et une considérée comme avérée. Une autre base de données du Bureau des services de

contrôle interne révèle 13 enquêtes portant sur des actes d'exploitation et de sévices sexuels à l'encontre de mineurs.

La politique de tolérance zéro adoptée par la MINUSTAH était assortie de directives prohibant toute communication des détails ou de l'état d'avancement de toute enquête spécifique à des entités extérieures. L'ONU tenait une « liste noire » dénombrant les lieux dont la fréquentation était interdite à son personnel en Haïti, notamment les bars et clubs réputés pour leur tolérance de la prostitution. Malgré cette interdiction, des véhicules de l'ONU ont été souvent aperçus en stationnement à l'extérieur de ces lieux et des membres du personnel de cette organisation ont été souvent vus à l'intérieur.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les prisons et centres de détention à travers le pays demeuraient surpeuplés, mal entretenus et insalubres. Le surpeuplement était grave ; dans certaines prisons, les détenus dormaient à tour de rôle à cause de l'espace exigu. Certaines prisons ne disposaient pas de lits pour les prisonniers et certaines cellules ne recevaient pas la lumière du jour. Plusieurs prisons ne disposaient pas de services de base tels que cabinets de toilette, services médicaux, eau potable, électricité et cellules d'isolement sanitaire pour les patients contagieux. Les prisonniers des Cayes faisaient souvent leurs besoins dans des sacs en plastique. Plusieurs prisonniers et détenus souffraient d'un manque d'hygiène élémentaire, de malnutrition, de mauvais soins de santé et de maladies causées par le manque d'accès à l'eau potable. Certaines prisons ne permettaient pas aux prisonniers de sortir de leurs cellules pour faire de la gymnastique.

Le système carcéral ne s'est pas remis du tremblement de terre de 2010 qui a endommagé la capacité de détention des prisons de Carrefour, Delmas, Jacmel et du Pénitencier national de Port-au-Prince. Les autorités n'ont rattrapé que 1.600 des quelque 5.000 détenus qui s'étaient évadés au lendemain du tremblement de terre, dont 4.215 personnes qui se trouvaient alors en détention au Pénitencier national.

Selon la Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP), au 21 décembre, l'on dénombrait 7.009 détenus mais l'organisation non gouvernementale (ONG) Réseau national de Défense des Droits Humains (RNDDH) avance un chiffre de 7.192 détenus. Par rapport aux normes locales, les installations carcérales disponibles fonctionnaient à 300 % de leur capacité mais par rapport aux normes internationales, ce taux était supérieur à 500 %.

Par ailleurs, l'on a recensé environ 2.000 à 3.000 prisonniers détenus dans des centres de détention de fortune et à caractère officieux dans des postes de police comme Petit-Goâve, Miragoâne, Pétienville, Les Gonaïves, Port-au-Prince et d'autres localités. Les inondations ayant détruit les prisons officielles des Gonaïves et de Petit-Goâve, le poste de police des Gonaïves abritait environ 250 prisonniers tandis que celui de Petit-Goâve en logeait 150. Les prisonniers détenus dans ces établissements étaient sous la

surveillance directe de la PNH et non de la DAP. Les autorités locales détenaient les suspects dans des installations de fortune, parfois des jours, des semaines voire des mois durant, sans les enregistrer auprès de la DAP. Parfois, les autorités libéraient des suspects non enregistrés sous caution personnelle ou, selon les allégations, après un versement de pots-de-vin aux agents de la PNH.

Dans certaines prisons, l'incidence de maladies évitables comme le VIH-sida, le paludisme et la tuberculose résistante aux médicaments demeurait un problème sérieux. La poussée de choléra survenue en octobre 2010 a également frappé les prisons et les autorités ont commencé par limiter les contacts des prisonniers avec les visiteurs et les personnels des ONG du secteur médical et sanitaire afin d'endiguer la propagation de la maladie. De janvier à mars seulement, le RNDDH a rapporté 275 cas de choléra et 60 décès parmi les prisonniers. La gale et le bérubéri figuraient parmi les autres maladies courantes dans les prisons.

L'accès à des aliments adéquats est demeuré problématique. En octobre 2010, la PNH a assumé la responsabilité contractuelle et budgétaire de livrer des provisions alimentaires aux prisons après avoir découvert des actes de corruption et des détournements au sein de la DAP. En règle générale, les autorités carcérales servaient aux prisonniers un ou deux repas par jour constitués de bouillon garni de boulettes de farine et de pomme de terre, de riz et haricots secs ou de bouillie. Eu égard aux normes médicales, aucun des repas servis régulièrement aux prisonniers ne fournissait un apport suffisant en calories. Ainsi, les autorités permettaient aux proches des prisonniers de leur livrer de la nourriture régulièrement, une pratique commune qui a repris en cours d'année après la levée de la suspension des visites de l'extérieur imposée en raison de la poussée de choléra.

La PNH gérait également d'autres contrats de prestation de services aux prisons, notamment le traitement des eaux usées, et la plupart des prisons n'étaient pas équipées d'installations d'évacuation suffisantes pour leur population. En tant que tels, ces établissements exigent une maintenance plus fréquente mais il n'existait qu'un seul bureau central à la PNH pour gérer tous les marchés pour la police, les gardes-côtes, les pompiers, les personnels des prisons et les prisonniers. En conséquence, les problèmes liés à l'évacuation des eaux usées ont souvent été négligés. En général, les prisons utilisaient de l'eau de puits pour répondre aux besoins en eau de consommation et de lavage. Certains responsables d'établissements carcéraux traitaient l'eau potable au chlore à des fins d'assainissement mais en général, les prisonniers n'avaient pas accès à de l'eau potable traitée.

Les autorités carcérales manquaient cruellement de ressources et de capacités essentielles anti-émeute et de défense. La plupart des prisons n'employaient qu'une seule sentinelle chargée du guet dans une tour surplombant l'établissement, armée d'un fusil de chasse calibre 12, une arme à courte portée inefficace dans une prison en cas d'émeute ou de tentative d'évasion.

Les autorités carcérales de Port-au-Prince maintenaient des prisons séparées pour les hommes et les femmes adultes. Les enfants âgés de 16 ans et plus étaient souvent confinés avec les adultes. Mineurs et adultes occupaient parfois la même cellule à cause du manque d'espace. Au Pénitencier national de Port-au-Prince, lorsqu'il y avait de la place, les garçons étaient détenus dans une cellule séparée. En principe, tous les garçons âgés de moins de 18 ans devaient être détenus dans la prison pour mineurs de Delmas 33 mais l'âge de certains détenus n'a pu être confirmé. Les filles n'étaient pas détenues séparément des femmes dans la prison pour femmes de Pétionville mais les femmes reconnues coupables étaient détenues dans une cellule séparée des femmes en attente de procès. Les statistiques de l'ONU sur les prisons révélaient qu'en fin d'année, les femmes constituaient environ 3 % des prisonniers reconnus coupables et 5 % des détenus en attente de procès. En dehors de la capitale, vu le manque d'espace, de ressources et de structure de surveillance, les autorités ne séparaient pas toujours les mineurs des prisonniers adultes ou les détenus reconnus coupables des détenus en attente de procès.

La loi haïtienne permet aux détenus de pratiquer leur propre religion en prison et de demander à voir un ministre protestant, un prêtre catholique ou un prêtre vodou. Toutefois, dans la pratique, la plupart des détenus n'ont bénéficié de services religieux qu'une ou deux fois par an seulement. Rares étaient les services religieux organisés proposés en prison mais, à l'occasion, des membres d'ONG confessionnelles ont été autorisées à rendre visite aux prisonniers. Les autorités carcérales ont accueilli très favorablement les services fournis par les ONG aux prisonniers, en particulier au Pénitencier national de Port-au-Prince. En effet, celles-ci fournissaient des soins de santé à caractère limité et assuraient un programme d'information de trois semaines à l'intention des mineurs détenus à Delmas.

L'Office de la Protection du Citoyen (OPC) a ouvertement défendu la cause des prisonniers et plaidé en faveur de l'amélioration des conditions carcérales mais a rarement enquêté sur les plaintes déposées par des particuliers. L'OPC a parrainé plusieurs petites séances de formation à travers le pays pour faire venir les juges dans les prisons afin qu'ils s'attachent à trancher les affaires de détention avant jugement. Si elles ont eu un effet immédiat, ces séances n'ont abouti qu'à la mise en liberté de quelques dizaines de prisonniers.

Grâce à une aide internationale, le gouvernement a parrainé la construction de nouveaux établissements pénitentiaires à travers le pays. Ainsi, une nouvelle prison pouvant accueillir 750 détenus a été construite à Croix-des-Bouquets mais, en fin d'année, n'était pas encore opérationnelle. Les prisons du Cap-Haïtien, de l'Arcahaie, de Delmas 33 à Port-au-Prince, de Petit-Goâve et de Fort-Liberté sont en travaux.

La DAP a permis au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à la MINUSTAH, au RNDDH, à l'OPC et à d'autres organisations de vérifier les conditions carcérales.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

Le code interdit les arrestations ou détentions arbitraires, et la Constitution prévoit qu'une personne ne peut être arrêtée que si elle est appréhendée au cours de la commission d'un crime ou sur base d'un mandat délivré par un fonctionnaire légalement compétent, comme un juge de paix ou un magistrat. Les autorités doivent traduire le détenu devant un juge dans les 48 heures qui suivent son arrestation. Dans la pratique, les autorités ont souvent enfreint ces dispositions. La population a également contribué au discrédit dont font l'objet les procédures légales en amenant de force des suspects présumés aux postes de police de leur quartier.

Le 24 juillet, sous la direction des conseillers de sécurité du président, la PNH a arrêté 31 personnes après un incident survenu durant un rassemblement organisé pour accueillir le président Martelly au Cap-Haïtien, durant lequel un inconnu lance une bouteille en verre qui atterrit aux pieds du président. Contrairement aux dispositions prévues dans le protocole intérieur et le droit, les autorités ont transporté ces 31 détenus au quartier-général de la police judiciaire de Port-au-Prince où elles ont retenu ces personnes sans chef d'accusation pendant près de deux semaines. Après avoir subi de fortes pressions de la part des groupes de défense des droits de l'homme, les autorités ont ramené tous les détenus au Cap-Haïtien pour les mettre en liberté.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La PNH est une institution civile autonome, agissant sous la seule autorité d'un directeur général : la police, les services pénitentiaires, les pompiers, les secours d'urgence, la sécurité aéroportuaire, la sécurité portuaire, la garde présidentielle et les gardes-côtes revêtent la forme de services séparés. La PNH est une organisation relativement récente ; elle a été constituée après la dissolution de l'armée haïtienne en 1995. Durant sa campagne, le président Martelly a proposé de former un nouveau corps militaire et le 6 décembre, a publié un arrêté portant création de la Commission d'État d'organisation de la composante militaire de la force publique, chargée de rétablir les forces armées du pays. La commission dispose de six mois pour mener de larges consultations au sein des communautés nationale et internationale et élaborer un plan visant l'établissement d'une force consacrée au service public et à la gestion des principales menaces pesant sur le pays, à savoir, les frontières poreuses et les catastrophes écologiques.

Officiellement, le ministère de la Justice et de la sécurité publique, par l'intermédiaire de son ministre et du Secrétaire d'État à la sécurité publique, supervisent la PNH. Dans la pratique, toutefois, le ministre de la Justice a exercé une influence personnelle sur les activités de la PNH et a parfois demandé aux autorités de relaxer des suspects, surtout en période électorale. Au sein de la PNH, le BIG est censé mener des enquêtes intérieures sur des allégations de fautes professionnelles au sein de la police et recommander des mesures administratives ou encore renvoyer au commissaire du gouvernement les affaires portant sur des fautes professionnelles passibles d'une peine

pénale au sein de la police. Cependant, les dossiers du BIG n'ont pas été effectivement renvoyés au commissaire du gouvernement ou instruits par ce dernier.

Le BIG compte plus de 100 employés mais un seul inspecteur a été affecté au bureau d'enquête. En septembre, cet inspecteur a été muté au bureau du directeur général et n'a pas été remplacé. L'inspecteur général en chef Fritz Jean a démissionné en septembre après des allégations selon lesquelles le ministre de la Justice par intérim et premier ministre sortant Jean-Max Bellerive aurait exercé des pressions pour que l'inspecteur général en chef réintègre d'anciens membres de la PNH qui étaient en service dans l'équipe de sécurité du président Martelly. Par ailleurs, l'inspecteur général en chef Fritz Jean venait d'achever une enquête sur la participation de l'ancien commissaire de police de Pétionville Vanel Lacroix et de l'ancien commissaire du gouvernement de Port-au-Prince Harrycidas Auguste au meurtre d'un témoin en garde à vue (voir section 1.a.).

Les femmes constituent moins de 8 % des effectifs de la force de police et ce, malgré des campagnes de recrutement d'agents de sexe féminin. La PNH a déclaré avoir formé une unité spécialisée dénommée Unité de lutte contre les violences faites aux femmes (ULCVFF) mais la responsable la plus haut placée, qui a reçu le commandement de cette unité, a expliqué qu'elle était sans véhicule, téléphone portable, agents de rang subalterne et ressources.

Durant l'année, le processus de sélection des agents actuels et nouveaux au sein de la PNH a accusé certains retards. Un mécanisme conjoint de la PNH et de la police des Nations Unies (UNPOL) est en place depuis plusieurs années mais le processus n'a pas été appliqué uniformément. La direction de la PNH a licencié quelques agents suite à ce processus mais tous ceux qui ont été identifiés par ce moyen n'ont pas reçu le même traitement. La PNH ne recense aucun organe administratif permanent chargé de prendre des mesures lorsque les agents ne répondent pas aux normes du processus de sélection. Selon le RNDDH, le nombre d'agents de la PNH qui ne réunissent pas les conditions requises par le processus de sélection avoisine plusieurs centaines.

Les limites propres aux domaines de compétence de la MINUSTAH ont empêché les autorités militaires et policières de mener des opérations unilatérales. Par ailleurs, les dispositifs de coordination entre la MINUSTAH et la police haïtienne étaient souvent médiocres, voire absents. Certaines unités de la MINUSTAH ont été chargées de patrouiller les camps de déplacés en particulier. Toutefois, en l'absence d'un mandat d'arrêt unilatéral, elles étaient généralement dans l'impossibilité d'intervenir en cas de violence. La direction de la MINUSTAH a reconnu que la plupart des éléments de ses troupes ne parlaient ni le français ni le créole et ne disposaient presque pas de services de traduction, ce qui entravait davantage leur capacité de coordination avec leurs homologues de la PNH.

La réforme et la professionnalisation de la PNH ont continué, les programmes internationaux et gouvernements de pays étrangers fournissant du matériel et de la documentation pour la formation aux droits de l'homme des nouvelles recrues et des

agents en poste, pour la modernisation des postes de police, l'amélioration des dispositifs de sécurité et des conditions de détention humanitaires dans les prisons, des véhicules, des ordinateurs, du matériel de communication et d'autres prestations d'ordre technique.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi haïtienne autorise les agents de police à arrêter un suspect pris en flagrant délit ou après l'acte commis, avec un mandat émis par un juge. Souvent, la police a appréhendé des personnes sans mandat ou encore avec un mandat qui n'avait pas été émis par un fonctionnaire dûment autorisé. Les autorités ont fréquemment détenu des personnes au motif d'accusations imprécises ou encore dans l'attente d'une enquête. Les personnes arrêtées ont signalé des cas crédibles d'extorsion, de fausses accusations, de détention illégale, de violence physique et de refus de garanties judiciaires de la part des policiers et de l'appareil judiciaire. Souvent, le gouvernement n'a pas observé les dispositions constitutionnelles qui exigent qu'un détenu soit traduit devant un juge dans les 48 heures, et la détention prolongée avant jugement demeure un grave problème. Les autorités ont détenu plusieurs personnes avant jugement pour de longues périodes, parfois jusqu'à cinq ans, sans que ces dernières ne puissent comparaître devant un juge.

En général, les détenus ont été autorisés à recevoir la visite de leurs proches et d'un avocat de leur choix. Peu de détenus disposaient des moyens pour engager un avocat. Dans certains départements, l'association locale des avocats a constitué des groupes d'aide juridique chargés de représenter gratuitement les indigents. Néanmoins, il n'existait aucune directive gouvernementale prévoyant ce genre de prestation.

Au début de leur détention, quelques ressortissants haïtiens – des criminels reconnus coupables et expulsés par des pays étrangers – ont invoqué auprès de la police des actes de corruption, des arrestations arbitraires et de fausses accusations sur leurs activités ainsi que des tentatives d'extorsion à l'encontre de leur personne et de membres de leur famille à l'étranger, en échange d'une libération rapide pour sortir de la quarantaine administrative. Ces accusations ont fortement diminué durant l'année mais les personnes expulsées ont continué de se plaindre du manque de médicaments et de la détention illégale dont demeuraient l'objet de rares personnes considérées par le gouvernement comme des « risques pour la sécurité ».

Détention provisoire : Les statistiques sur la population carcérale ne tenaient pas compte du grand nombre de personnes qui, à travers le pays, avaient été longuement retenues dans les postes de police avant leur jugement (sans avoir été auditionnées ou entendu les charges retenues contre elles), durant une période excédant la période maximale de détention prévue, qui est de 48 heures. Dans les postes de police, les carences en matière de conservation de dossiers et de saisie de données étaient telles qu'il était difficile de confirmer le nombre de personnes détenues de manière prolongée.

Toutefois, selon certaines estimations dignes de foi, ce nombre se situait entre 2.000 et 3.000.

L'écrasante majorité des détenus se trouvaient en détention provisoire prolongée, n'ayant jamais comparu devant un juge ou consulté un avocat ; ils connaissaient d'autant moins les délais de procédure prévus dans leur cas. Au mois de décembre, sur les 7.009 personnes en garde à vue, les autorités avaient jugé et condamné 2.201 d'entre elles, tandis que 4.808 attendaient encore leur procès. Environ un tiers des personnes en attente de procès étaient incarcérées depuis au moins un an.

e. Déni de procès équitable et public

La loi prévoit un appareil judiciaire indépendant mais, dans la pratique, les pouvoirs exécutif et législatif ont considérablement influencé cet appareil. Les juges qui se sont vus confier des dossiers politiquement délicats se sont plaints de l'ingérence du pouvoir exécutif. Les rapports crédibles signalant des actes de corruption judiciaire étaient courants.

Certains problèmes omniprésents et constatés de longue date, principalement en raison d'un manque de surveillance et de professionnalisme dans l'appareil judiciaire, ont contribué à des retards considérables dans les affaires pénales. Par ailleurs, le système judiciaire a subi de lourdes pertes durant le séisme de 2010, dont une grande partie des dossiers incluant des pièces à conviction et des témoignages dans des affaires en cours. Étant donné que la plupart des 4.808 personnes en détention avant jugement n'ont jamais comparu devant un juge, consulté un avocat ou même vu la documentation relative aux charges retenues contre elles, leur droit au procès leur a été de fait refusé.

Le Code de procédure criminelle n'établit pas clairement l'entité qui est responsable de mener les enquêtes judiciaires et répartit cette charge entre la police, les juges de paix, les commissaires du gouvernement et les juges d'instruction. Souvent, les autorités ont omis d'interroger les témoins ou d'achever les enquêtes ; elles ont rarement effectué des autopsies. Les juges d'instruction ont souvent reçu des dossiers incomplets. La loi haïtienne accorde aux magistrats un délai de deux mois pour demander aux enquêteurs des informations supplémentaires. Ce délai ne doit pas être invoqué plus de deux fois mais les magistrats ont fréquemment manqué à cette disposition et il est souvent arrivé que les enquêteurs abandonnent certaines affaires ou ne les renvoient pas au terme du délai prescrit.

En outre, la corruption et le manque de surveillance dans l'appareil judiciaire ont considérablement entravé son fonctionnement. De nombreux fonctionnaires de justice ont imposé des « frais » divers pour lancer des actions au pénal qui étaient fondées sur leur opinion de ce que devrait coûter un service et, souvent, les personnes dépourvues des moyens nécessaires n'ont pas bénéficié des services du commissaire du gouvernement ou des autorités judiciaires. L'on a constaté un nombre considérable d'allégations dignes de foi portant sur des juges incompetents et peu professionnels qui

ont été nommés en récompense de faveurs politiques. De nombreux responsables judiciaires occupaient également des postes à plein temps à l'extérieur et aucune loi ne prévenait le conflit d'intérêts.

Procédures applicables au déroulement des procès

L'appareil judiciaire fonctionne d'après un système de droit civil lui-même fondé sur le Code Napoléon, largement intact depuis 1880. Dans la pratique, les autorités ont largement ignoré le droit constitutionnel à un procès public et équitable. La Constitution interdit expressément à la police et aux autorités judiciaires le droit d'interroger des suspects, sauf en présence d'un avocat ou d'un agent de leur choix, ou à moins que le suspect renonce à ce droit. La plupart des accusés ne pouvaient s'offrir les services d'un avocat pour les interrogatoires ou le procès, et la loi ne fait pas obligation au gouvernement de couvrir les frais d'avocat. Toutefois, certains accusés ont été représentés par un avocat en cours de procès et quelques organismes internationaux ont fourni ce service aux inculpés sans les moyens nécessaires. Le gouvernement a engagé des avocats pour assurer la défense d'un très petit nombre d'accusés, généralement des fonctionnaires encourant des peines pour faute professionnelle, dont des agents de police.

Alors que la Constitution confère aux accusés la présomption d'innocence, le droit d'être présent au procès, le droit de confronter les témoins à charge, et le droit de présenter des témoins et preuves à décharge, ces droits ont été fréquemment refusés par les juges. L'absence d'un programme de protection des témoins et l'impunité répandue a dissuadé certains témoins de témoigner dans un procès. Les accusés et leurs avocats ont pu consulter les preuves détenues par le commissaire du gouvernement avant leur procès mais la plupart des preuves présentées durant les procès étaient constituées des déclarations de témoins. Les accusés avaient le droit d'interjeter appel.

Au cours de l'année judiciaire 2010-2011, il y a eu 403 procès au pénal qui ont abouti à 400 condamnations et 162 acquittements. À Port-au-Prince, les tribunaux ont instruit 123 des affaires qui ont abouti à un acquittement, dont 101 sous la direction, pendant 10 semaines, du commissaire du gouvernement Sonel Jean-François, licencié pour des raisons indépendantes (voir section 4).

Les tribunaux de paix, instances inférieures du système judiciaire, ont fonctionné de manière inégale, voire pas du tout. Il existait au moins 194 tribunaux de paix, en grande partie logés dans des locaux délabrés, la plupart n'étant pas équipés de cabinets de toilette, de bureaux ou de matériel de bureau. Plusieurs tribunaux étaient abrités dans des résidences privées et certains partageaient leurs locaux avec d'autres entités. Le RNDDH a retenu en particulier deux exemples de problèmes graves dans les tribunaux de paix de l'Estère et de Desdunes, théâtres d'émeutes répétées et de violentes manifestations organisées par une population convaincue du fait qu'elle ne disposait

pas des moyens légaux et pacifiques pour communiquer l'absence des ressources fournies par l'État, notamment le courant électrique.

Les juges ont assuré quelques heures de travail en fonction de leur disponibilité personnelle et ont souvent occupé d'autres postes à plein temps. La présence d'un agent de police durant les procès était rare et les chroniqueurs judiciaires étaient souvent absents. De même, les juges décidaient souvent d'entendre ou de ne pas entendre des affaires au gré des pots-de-vin. La loi prévoit qu'un Conseil supérieur du pouvoir judiciaire exerce une surveillance sur les juges et l'appareil judiciaire mais, en fin d'année, cette institution n'était pas encore en fonctions. Au mois d'octobre, le président Martelly a nommé un président de la Cour de cassation, un organe fondamental pour l'équilibre des pouvoirs publics qui était absent depuis 2004 ; ce président sera à la tête du CSPJ.

Dans de nombreuses communes, des membres élus des conseils d'administration de sections communales (CASEC) ont supplanté les juges civils et imposé des pouvoirs autoproclamés d'arrestation, de détention et de délivrance de décisions de justice. Certains CASEC ont converti leurs bureaux en salles d'audience.

À Gros-Morne, dans le département de l'Artibonite, les deux juges ont refusé d'entendre des affaires durant l'année en raison d'un différend personnel. À Chansolme et Bassin-Bleu, dans le département du Nord-Ouest, les CASEC ont fait office de police et juges, arrêtant et jugeant eux-mêmes les citoyens. À Jérémie, arguant de son manque de qualifications, la population a refusé de permettre au nouveau juge de siéger ; celui-ci était auparavant le commissaire du gouvernement de cette localité. Jérémie n'a tenu aucune audience durant l'été.

Le tribunal de paix de Port-au-Prince a falsifié des documents légaux pour libérer quatre hommes accusés de vol à main armée, d'enlèvement et d'extorsion. Le juge Rodrigue Pierre-Louis, le greffier Mode Cazimir Cantave et l'enquêteur Emmanuel Lacroix ont libéré l'un de ces hommes le même jour. Les trois hommes ont opéré de la même manière pour disculper l'ancien commissaire du gouvernement de Port-au-Prince Harrycidas Auguste des accusations de détention illégale, torture et meurtre d'un témoin durant sa garde à vue (voir section 1.a.).

Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les victimes de violations présumées des droits de l'homme sont légalement habilitées à porter leur cause devant un juge pour faire cesser la violation. Des dommages-intérêts peuvent être octroyés lorsque la plainte est déposée avec constitution de partie civile et que le juge condamne le contrevenant. Le recours aux réparations légales au

motif d'abus des droits de l'homme était difficile et a rarement abouti, surtout à cause du désarroi qui régnait dans le système de justice civile.

f. Intrusions arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit de tels actes et le gouvernement s'y est, de façon générale, conformé dans la pratique.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Situation de la liberté d'expression et de la liberté de la presse

Le droit prévoit la liberté d'expression et la liberté de la presse ; le gouvernement et les élus ont généralement respecté ces droits dans la pratique. Les médias indépendants ont été actifs et ont exprimé sans aucune restriction une grande variété d'opinions. Toutefois, il est arrivé que des autorités locales et des élus agressent ou menacent des journalistes.

Liberté de religion : Les journalistes et les ONG de presse ont critiqué le président Martelly pour son discours désobligeant, agressif et intimidant envers les journalistes haïtiens et pour sa sélection des reporters à qui il a accordé des entretiens. Le langage vulgaire employé par le président et ses collaborateurs pour répondre à certaines questions posées par les journalistes a souvent été rapporté. Le président a accusé certains journalistes d'un manque d'objectivité professionnelle et leur a reproché de travailler pour des opposants politiques. Toutefois, il n'y a eu aucune assertion avérée selon laquelle des membres de l'administration Martelly auraient limité la liberté de la presse.

Violences et harcèlements : Le 26 avril, des partisans présumés du parti INITE ont pris d'assaut et incendié la station de radio communautaire Tet Ansanm Karis dans la ville frontalière de Carice. Cet assaut s'inscrit dans une vague de violences nées des élections après que des organisations internationales ont remis en question le rejet des résultats des élections législatives en faveur du parti INITE.

Au mois de septembre, quelques partisans civils de l'ancien président Jean-Claude Duvalier ou « Baby Doc » ont perturbé une conférence de presse d'Amnesty International portant sur la publication d'un rapport décrivant dans le détail des crimes qui auraient été commis par Duvalier durant son règne de 1971 à 1986. Les hommes se

sont emparés de micros et d'appareils photo pour ensuite contraindre au départ les représentants d'Amnesty International et les témoins haïtiens qui étaient prêts à témoigner contre Duvalier. Deux des avocats de Duvalier, Reynold Georges et Osner Févry, ont gagné le devant de la scène et tenu leur propre conférence de presse à l'improviste, qualifiant les chefs d'accusation de faux et défendant leur client.

Au cours des dernières années, plusieurs journalistes ont été tués par des agresseurs inconnus. En particulier, le meurtre de Jean Dominique commis en avril 2000 n'était pas encore résolu.

Censure ou contraintes imposées sur le fond : Aucune restriction gouvernementale n'a été relevée à l'encontre de la liberté de la presse ou de la teneur des messages médiatiques mais certains journalistes ont pratiqué une autocensure lorsqu'ils publiaient des articles sur le trafic de stupéfiants ou des allégations de corruption dans le milieu des affaires ou le monde politique, une pratique probablement attribuable aux représailles engagées jadis contre le journalisme d'investigation et qui mettaient en péril le mode d'existence des reporters et probablement leur sécurité personnelle.

Liberté d'accès à l'Internet

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à l'accès à Internet et aucun rapport crédible de surveillance, par les autorités, du courrier électronique ou de cybersalons n'a été signalé. Les groupes et les particuliers peuvent exprimer leur opinion sur Internet, y compris par courrier électronique. Le manque d'infrastructure restreint l'accès du public à ce réseau.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté universitaire ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion pacifique et d'association

Le droit prévoit la liberté de réunion et d'association. Les citoyens doivent solliciter un permis en vue de manifester légalement.

Un petit nombre de groupes à caractère civil a demandé et reçu l'autorisation de manifester pacifiquement. Toutefois, il est souvent arrivé que des groupes d'étudiants et d'action civile organisent des manifestations imprévues devant des bureaux publics importants ou des voies à grande circulation. Ces groupes ont dressé souvent des barricades, parfois à l'aide de pneus et détritiques enflammés ; à l'occasion, ils ont lancé des pierres et des bouteilles sur les automobilistes et les véhicules du gouvernement, de la PNH et de l'ONU. Quelques groupes d'étudiants et groupements politiques ont ouvertement lancé des pierres et des bouteilles sur des personnels de la PNH et des

forces de sécurité de l'ONU. Durant la période électorale, les manifestants ont souvent ciblé les véhicules de l'ONU qui, selon eux, est assimilée aux problèmes électoraux. Les forces de sécurité du gouvernement ont fréquemment recouru au gaz lacrymogène pour disperser des foules et parfois usé de matraques pour maîtriser ou chasser les manifestants. Au printemps et durant l'été, ces derniers ont souvent bloqué les autoroutes nationales avec des camions en panne et des débris pour protester contre le manque de services publics dans leur quartier, en particulier le manque de courant électrique.

c. Liberté de religion

Voir le *rapport du Département d'État sur la liberté de religion sur le plan international* à www.state.gov/j/drl/irf/rpt.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur du pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La loi prévoit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique. Parfois, les services d'immigration ont amendé le passeport haïtien de personnes expulsées par d'autres pays pour y inscrire l'infraction ayant motivé leur expulsion.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

La présence de camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays demeure répandue ; une grande partie de ces camps, dont on estime le nombre à 800, se trouvent dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Selon les toutes dernières estimations, le nombre de déplacés vivant dans les camps est de l'ordre de 550.000, bien que certains indicateurs révèlent que jusqu'à 30 % des abris sont vides, ce qui augmente la probabilité que le nombre réel de déplacés dans le pays soit de loin inférieur. De nombreux résidents des camps sont partis habiter chez des proches, ont trouvé un nouveau logement ou regagné des maisons réparées ou partiellement endommagées. L'administration Martelly a commencé un programme de réinstallation des déplacés ciblant six grands camps situés à Port-au-Prince et offert des terres et des incitations financières pour encourager les départs. En fin d'année, plusieurs camps très connus, implantés sur des terres de l'État à Port-au-Prince, ont été entièrement vidés grâce à une combinaison de programmes gérés par les municipalités et des ONG.

De nombreux sinistrés habitant dans les camps ne disposaient pas de moyens viables pour gagner de l'argent ou payer un loyer. Par ailleurs, la grande majorité des déplacés n'étaient pas propriétaires avant le tremblement de terre et, si de grands camps de

déplacés bénéficiaient de l'appui des ONG, de l'ONU et des forces de l'ordre haïtiennes, en grande partie, ce sont de camps non réglementés et très faiblement pourvus en eau potable et services d'hygiène.

Même dans les camps dotés d'une présence policière, les résidents signalaient une faible protection réelle contre la criminalité urbaine. Le camp Jean-Marie Vincent hébergeait environ 40.000 personnes sur 2,5 km² de terres à proximité de l'aéroport vers Cité Soleil, un bidonville notoire. La MINUSTAH, qui a constitué une équipe consacrée aux déplacés et forte de 400 éléments de l'UNPOL travaillant de manière plus ou moins coordonnée avec la PNH, maintenait une unité de 37 personnes affectées exclusivement au camp. Les membres de la MINUSTAH et de UNPOL n'avaient pas mandat pour procéder à des arrestations et remplissent généralement le rôle d'une force de dissuasion et non de répression ou d'intervention. L'accord conclu avec la MINUSTAH prévoit qu'un agent de la PNH sera présent à chaque opération de maintien de l'ordre. Contrairement aux 37 membres de la police de l'ONU affectés au camp, la PNH n'a affecté que 10 agents qui travaillent dans des équipes de trois personnes, ce qui signifie que ces derniers n'ont jamais eu de jour de congé prévu d'avance.

Certains habitants ont accusé les résidents des camps de déplacés d'être à l'origine d'une augmentation des actes criminels dans les quartiers comprenant de telles installations. Les étudiants de l'Université d'État d'Haïti ont manifesté et accusé publiquement les résidents du camp du Champ-de-Mars, situé aux abords de leur campus, d'être responsables d'une vague de criminalité dont ils étaient la cible.

Les résidents du camp Jean-Marie Vincent ont signalé de mauvaises relations entre les policiers de l'ONU, la PNH et les résidents de ce camp. Les conseillers du camp ont régulièrement signalé des incidents de viol dans le camp mais les autorités policières ont à peine donné suite aux plaintes, voire pas du tout. Les résidents du camp ont également indiqué que la plupart des patrouilles de police, tant de l'ONU que de la PNH, restaient à la périphérie du camp et ne faisaient généralement pas de rondes après la tombée de la nuit. Par ailleurs, les pratiques de recrutement et d'initiation au sein des gangs sont demeurées un grave problème dans le camp en raison de la présence de quelque 6.000 enfants en âge scolaire mais quasiment privés de possibilités d'instruction, de formation professionnelle ou d'emploi.

Dans les camps de déplacés, il a été fait état d'actes de violence sexiste et sexuelle, notamment le viol, la violence familiale et le commerce du sexe, une situation exacerbée par le peu d'accès à l'assistance médicale, juridique ou économique.

Certaines personnes déplacées qui ont reçu de l'argent, des services ou une combinaison des deux pour quitter les camps ont effectivement réussi à partir mais d'autres personnes ont décidé de quitter les lieux après avoir reçu une compensation et se sont rendues dans d'autres camps non réglementés. En zone rurale, le terrain dénommé Canaan, situé en dehors de la banlieue de Croix-des-Bouquets à Port-au-Prince, a continué de s'étendre ; selon les estimations, sa population dépasserait

70.000 habitants. La partie de Canaan planifiée à l'origine et dénommée Camp Corail comptait peu d'ONG, de personnels de l'ONU et de policiers et ces services n'apportaient un soutien qu'à 6.500 personnes environ. De nombreux responsables de camps de déplacés et prestataires de services ont signalé que la présence des ONG s'était amenuisée durant l'année, plusieurs groupes citant une diminution des dons, ce qui les aurait contraints à réduire leurs services.

Les habitants des camps de déplacés ont signalé de nombreuses expulsions forcées, sans aucune documentation légale et des préavis courts, voire inexistantes. Des représentants de l'ONU et d'ONG ont signalé que des services spécialisés de la PNH, en particulier la police anti-émeute, accompagnaient souvent les propriétaires terriens opérant des expulsions forcées et avaient eu recours à une force brutale pour contraindre les occupants au départ. Nombreux étaient les propriétaires terriens et les autorités locales qui voyaient dans les déplacés des squatteurs illégaux cherchant à manipuler les camps pour obtenir des secours humanitaires.

Le gouvernement a coordonné à peine, voire pas du tout, ses activités avec les institutions gouvernementales étrangères, les organisations internationales, l'ONU et les ONG pour fournir des services dans les camps de déplacés. Certains ont accusé des responsables gouvernementaux ou des représentants d'administrations publiques d'exiger des habitants des camps de PDIP le paiement d'un loyer. Le programme du ministère des Travaux publics qui identifie les logements inhabitables, réparables et habitables était, pour l'essentiel, inefficace car le gouvernement n'avait pas affecté les ressources nécessaires pour reconstruire ou réparer les maisons et parce que les habitants ne faisaient pas confiance au gouvernement pour juger de l'état de leurs résidences. L'absence chronique de registre foncier et la non-conformité du registre par rapport aux normes a compliqué davantage les efforts de réinstallation des personnes déplacées.

Protection des réfugiés

Accès à l'asile : La législation prévoit l'octroi du statut de réfugié ou de l'asile par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères dans des missions ou consulats à l'étranger. Toutefois, dans la pratique, le gouvernement n'a pas régulièrement octroyé le statut de réfugié ou l'asile.

Personnes apatrides

En raison des carences du système d'enregistrement de l'état civil et des insuffisances de la structure consulaire du pays à travers les Caraïbes, les particuliers vivant à l'intérieur du pays ou à l'étranger ont éprouvé des difficultés considérables à obtenir la documentation nécessaire, ce qui a accru le risque d'apatridie pour les Haïtiens et les personnes d'origine haïtienne dans toute la région. Toutefois, l'on ne disposait pas d'estimations fiables quant au nombre de personnes risquant l'apatridie.

Les deux groupes les plus susceptibles d'être apatrides étaient les migrants haïtiens sans papiers qui n'avaient pu obtenir les leurs à l'étranger ainsi que les descendants de migrants haïtiens à l'étranger ayant acquis leur nationalité en naissant sur le territoire mais en risquant l'annulation de celle-ci. (La Constitution interdit la double nationalité et exige la révocation automatique de la nationalité haïtienne dès l'acquisition de la nationalité d'un autre pays.) En ce qui concerne la République dominicaine voisine, l'application rétroactive des nouvelles lois sur la nationalité aurait privé des personnes d'origine haïtienne de leur nationalité dominicaine, ce qui a considérablement accru leur risque de devenir apatrides.

Le gouvernement dominicain a expulsé des milliers de personnes dans cette situation vers Haïti, dont un grand nombre provenaient de familles vivant en République dominicaine depuis plusieurs générations, n'avaient jamais été en Haïti et ne parlaient ni le créole ni le français. Selon les ONG fournissant des secours humanitaires d'urgence, le gouvernement n'avait pas la capacité de recevoir ces personnes expulsées ou de subvenir à leurs besoins. L'Office national de la migration, qui relève du ministère des Affaires sociales, assume la responsabilité des personnes expulsées sans pour autant leur affecter des personnels, des installations ou des services. Les ONG fournissant des services d'urgence aux personnes expulsées tout au long de la frontière pouvaient abriter seulement quelques centaines de personnes à la fois et, tout au plus, leur donner de l'argent pour assurer leur déplacement de sorte qu'elles puissent se rendre chez des parents.

Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens de changer leur gouvernement

La loi procure aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement et, dans la pratique, ceux-ci ont exercé ce droit lors d'élections au suffrage universel périodiques, libres et équitables.

Élections et participation politique

Élections récentes : L'on a constaté quelques incidents isolés de fraude, de listes électorales irrégulières, de bourrage d'urnes, d'actes d'intimidation et de violence dans les bureaux de vote durant le second tour du scrutin qui s'est déroulé le 20 mars pour élire les députés, les sénateurs et le président de la République. Malgré les perturbations de l'ordre public, la police est demeurée largement neutre durant les élections. Le premier tour de scrutin en novembre 2010 a été lui aussi entaché de fraudes, d'irrégularités dans les listes électorales, de bourrages d'urnes, d'actes d'intimidation et quelquefois de violence dans les bureaux de vote. Malgré un taux de participation relativement faible (22 %), les observateurs internationaux et la société civile ont généralement indiqué que le second tour s'était déroulé dans un climat libre et équitable. Les électeurs ont voté largement en faveur de Michel Martelly, et ce dernier est entré en fonctions de manière pacifique le 14 mai, ce qui est d'autant plus

remarquable que les présidents sortant et entrant appartiennent à des partis politiques rivaux.

Partis politiques : Certains partis politiques ont fait l'objet de quelques restrictions. En 2009, le Conseil électoral provisoire (CEP) a considéré les dossiers de 69 partis politiques candidats aux élections parlementaires de 2010 et en a retenu 53. Le CEP a rejeté les dossiers de 16 partis, y compris celui de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, Fanmi Lavalas, pour des pièces contradictoires, l'absence du visa de notaire et pour la non-conformité aux exigences légales. Parmi les principaux partis exclus figurent l'Union, l'Alliance populaire pour la solidarité, l'Organisation du peuple en lutte et Fusion. Les deux derniers groupes ont formé ensemble un nouveau parti sous la bannière Alternative qui a officiellement boycotté les élections mais dont une grande partie des candidats aux législatives ont participé aux élections.

La Constitution prévoit qu'à la suite des élections locales et municipales, les élus locaux tiennent également une série d'élections au suffrage indirect pour désigner les fonctionnaires départementaux au titre de la décentralisation, ainsi qu'un conseil départemental qui conseille les autorités nationales et nomme les candidats au CEP. La législation exige que les trois pouvoirs de l'État sélectionnent parmi ces candidats les neuf membres du Conseil. Étant donné que ces élections au suffrage indirect n'ont pas eu lieu depuis la rédaction de la Constitution, le pays a continué d'opérer avec un CEP nommé par le président.

Participation des femmes et des minorités : La législation électorale prévoit que les partis politiques qui présentent au moins 30 % de femmes candidates et élisent 20 % d'entre elles reçoivent le double du financement public pour ces mêmes postes lors des élections suivantes. À l'approche des élections de novembre ou de mars, aucun parti politique ne réunissait ces conditions. Le dépôt requis pour une femme candidate à un poste politique (si elle est parrainée par un parti reconnu) était la moitié de ce qui était exigé des candidats masculins. Durant les élections de 2010, deux femmes se sont portées candidates à la présidence, huit au Sénat et 45 à la Chambre des députés. Sur les candidates à la députation, deux ont remporté la majorité dès le premier tour, et sept se sont qualifiées pour se présenter au second tour. Mirlande Manigat, l'une des candidates à la présidence, a remporté environ 30 % des voix, ce qui lui a permis de se présenter au second tour.

Les électeurs ont élu cinq femmes à la Chambre des députés qui compte 99 sièges. La seule sénatrice, sur 30 membres de cette chambre, a été élue en 2006 et son mandat est arrivé à expiration durant l'année. Le président Martelly a nommé trois femmes au cabinet ministériel (condition féminine, tourisme et santé) qui compte 16 ministres et, sur les 19 postes de secrétaires d'État, quatre ont été attribués à des femmes. Le président Martelly a également nommé des femmes au poste de directeur-général et de directeur-général adjoint de la Banque populaire haïtienne, l'une des deux banques d'État.

Section 4. Corruption des fonctionnaires et transparence du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires. Cependant, le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière effective, et de hauts fonctionnaires ont fréquemment commis des actes de corruption en toute impunité. La corruption est demeurée répandue dans tous les pouvoirs de l'État et à tous les échelons du gouvernement. La Constitution prévoit que les hauts responsables et les parlementaires accusés de corruption dans la fonction publique soient poursuivis devant le Sénat, et non par le système judiciaire. Cependant, le Sénat n'a jamais intenté d'action à ce titre.

Au mois de juillet, le RNDDH a publié la liste des noms de 22 candidats aux élections parlementaires de 2010, dont la totalité a reçu un salaire de 100.000 gourdes (environ 2.500 dollars É.-U.) par mois du ministère de l'Intérieur durant leurs campagnes. Ces 22 candidats étaient de partis politiques différents mais se sont revendiqués du parti INITE, le parti politique du gouvernement Préval. Les électeurs ont élu 12 de ces candidats. Après la publication de cette liste, la commission parlementaire anti-corruption a convoqué le ministre de l'Intérieur par intérim, M. Paul Bien-Aimé, qui a déclaré publiquement que les paiements correspondaient à des services consultatifs et qu'il n'y avait rien d'illégal à engager les services de consultants en période électorale. Plus tôt durant l'année, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince Sonel Jean-François a tenté de poursuivre l'affaire mais a été licencié après que Amos Durosier, directeur de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), a averti Bien-Aimé et le premier ministre Jean-Max Bellerive de l'enquête. Ensuite, les autorités n'ont procédé à aucune arrestation ni perçu aucune amende. Deux organes anti-corruption du gouvernement, l'ULCC et l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF) ont refusé de poursuivre l'affaire, déclarant que la conduite d'une enquête sur un ministre en exercice était hors de leurs compétences et qu'il incombait au parlement de trancher la question.

Le 16 janvier, l'ex-président Duvalier est rentré au pays et les autorités ont immédiatement déféré ce dernier au parquet pour répondre de charges incluant la corruption, la torture et le meurtre. Un grand nombre de parties ont déposé des plaintes contre Duvalier, avec le soutien d'ONG locales et internationales et de l'ONU. Les dossiers ont été renvoyés ensuite à trois commissaires du gouvernement de Port-au-Prince. À la fin de l'année, le juge chargé du dossier n'avait pas encore établi que les preuves étaient suffisantes pour passer à l'étape du procès.

L'ex-président Jean-Bertrand Aristide est rentré au pays le 18 mars. À la fin de l'année, aucun chef d'inculpation n'avait été retenu contre Aristide.

Durant la période allant de l'élection du président Martelly en mai jusqu'à l'investiture du Premier ministre en octobre, il y a eu de multiples allégations de corruption et de détournement de fonds qui seraient le fait de membres du gouvernement sortant du président Préval. Le RNDDH a allégué en septembre que le premier ministre Jean-Max

Bellerive aurait viré environ 3,5 millions de gourdes haïtiennes (87.500 dollars É.-U.) de fonds publics à un homme dénommé Marinio Jeune dans la ville des Cayes.

Le 30 mai, les autorités ont arrêté Edrick Léandre, directeur de l'office d'assurance automobile, une assurance de nature obligatoire. Bien que la PNH ait procédé à l'arrestation, cette procédure aurait été impulsée par le nouveau gouvernement Martelly. Le principal organisme d'audit public et l'ULCC ont publié des rapports compromettants contre Léandre et son administration de cet organisme, qui génère plusieurs millions de dollars. Le chef du syndicat réunissant ses employés a salué cet acte, déclarant que ce dernier représente un avertissement à l'intention d'autres malfaiteurs présumés et regrettant que Préval ait protégé Léandre de toute action en justice.

Des actes de corruption à la PNH ont été fréquemment signalés. Par exemple, les détenus aisés ont parfois obtenu des conditions carcérales favorables. La PNH a enquêté sur certaines allégations de fautes professionnelles commises par des policiers, ce qui a conduit à de très rares arrestations ou révocations d'officiers.

Des actes de corruption et des cas d'impunité dans le processus électoral ont été signalés. En octobre, les médias ont signalé qu'un député élu à Port-au-Prince, Arnel Bélizaire, était un prisonnier qui s'était évadé et avait été reconnu coupable de meurtre en 2004. La législation donne l'immunité aux parlementaires en exercice mais des avocats et des défenseurs des droits de l'homme ont affirmé que cette immunité ne s'appliquait pas aux condamnations antérieures. Des ONG de défense des droits de l'homme ont allégué que Bélizaire avait versé des pots-de-vin au CEP pour qu'il ne tienne pas compte de sa condamnation lorsqu'il a déclaré sa candidature. Le 27 octobre, les autorités ont arrêté Bélizaire et l'ex-commissaire du gouvernement Félix Léger a demandé que la Chambre des députés lève son immunité. Cette dernière ne l'a pas fait et les deux chambres du parlement ont débattu de la légalité de l'arrestation puis ont convoqué le ministre de la Justice, le commissaire Léger et d'autres personnes. Le 28 novembre, le Sénat a pris connaissance d'un rapport faisant porter la responsabilité de l'arrestation sur le ministre de la Justice Pierre-Louis. Celui-ci et Léger ayant démissionné, le Sénat n'a pris aucune autre mesure. La Chambre des députés devait se saisir du dossier à l'ouverture de sa session ordinaire en janvier 2012.

L'UCREF est responsable de la lutte contre les délits financiers. La loi exige que le président, le Premier ministre, les membres du cabinet et d'autres hauts responsables de la fonction publique ainsi que les membres de la PNH présentent des déclarations de patrimoine. À la fin de l'année, selon des articles parus dans la presse, seuls l'ancien président et son Premier ministre s'étaient conformés à cette exigence. Les responsables publics qui se soustraient à cette obligation sont passibles d'abord d'une réduction de 50 % de leur salaire, puis d'une suspension jusqu'à ce qu'ils fassent leur déclaration. Toutefois, à la fin de l'année, le gouvernement n'avait sanctionné aucun responsable qui n'avait pas fait sa déclaration.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations détenues par l'administration.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont opéré généralement sans restriction de la part de l'État, menant des enquêtes sur des affaires de violation de droits de l'homme et en publiant les résultats. Le gouvernement a coopéré avec les différentes missions d'observation des droits de l'homme et a généralement pris acte de leur opinion sans pour autant être d'accord sur la meilleure manière de régler les questions de droits de l'homme.

ONU et autres organismes internationaux : Le gouvernement a habilité les missions spéciales et autorisé la présence continue des organes des Nations Unies et d'autres organisations internationales comme le CICR.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : La Constitution confie à l'OPC un mandat de sept ans pour protéger les particuliers contre toute forme d'abus par les entités gouvernementales. En principe, l'OPC accordait une assistance juridique gratuite à tout citoyen comparissant devant un tribunal dans le cadre du dépôt d'une plainte ; cependant, dans la pratique, l'organisation manquait de fonds, de personnel et de capacités pour fournir ces services à tous ceux qui voulaient s'en prévaloir. L'OPC a participé activement aux enquêtes sur les allégations d'abus par le gouvernement et collaboré avec des organisations internationales. En particulier, cet organisme a vigoureusement défendu les droits des prisonniers et plaidé en faveur de meilleures conditions de détention, surtout pour les mineurs en détention préventive. Il s'est régulièrement rendu dans les prisons et les établissements de détention. Il a collaboré étroitement avec des ONG et des groupes de la société civile qui représentent les victimes de violences sexospécifiques et leur fournissent des services.

Tant la Chambre des députés que le Sénat comptaient un comité sur les droits de l'homme mais aucun n'a publié de rapports ni déposé des propositions de loi durant l'année.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La loi n'interdit pas spécifiquement la discrimination pour raison de race, de sexe, de handicap, de langue ou de condition sociale. Toutefois, elle établit l'égalité des conditions de travail nonobstant le sexe, les croyances ou l'état civil mais aucun mécanisme gouvernemental efficace n'administrait ni n'appliquait ces dispositions.

Condition féminine

Viol et violence domestique : Le droit interdit le viol mais ne criminalise pas le viol conjugal. La peine minimale infligée en cas de viol est de 10 ans de travaux forcés, jusqu'à 15 ans sans sursis si la victime est âgée de moins de 16 ans. En cas de viol collectif, la peine maximale devient les travaux forcés à perpétuité. En réalité, les peines sont souvent moins lourdes et l'action en justice n'est pas poursuivie en raison de l'absence de dénonciations et de suivi relatif aux déclarations des victimes. Sur les 54 hommes reconnus coupables de viol durant la période 2010-2011, les juges ont rendu des jugements prévoyant des peines allant de huit mois à 15 ans ; un homme, prêtre de son état, a reçu une peine d'emprisonnement à vie. Le code pénal excuse un époux qui tue son épouse ou son partenaire pris en flagrant délit d'adultère à son domicile. Cependant, une épouse qui tue son époux dans des circonstances similaires encourt des poursuites judiciaires.

En décembre, un rapport de la MINUSTAH basé sur les registres des poste de police révèle 470 allégations de viol, soit une diminution de près de 50 % par rapport à 2010 qui ne reflète probablement pas une réduction dans l'incidence des viols mais plutôt une baisse de la confiance qu'accordent les victimes à l'enquête en cas de dénonciation. Certaines ONG ont signalé une augmentation substantielle de l'incidence des viols, tandis qu'un rapport de l'ONU révélait une incidence quasi quotidienne des actes de violence et de viol domestique. Au sein de la PNH, l'ULCVFF disposait de peu de ressources et n'avait pas de trousse à outils pour les cas de viol.

Le viol et d'autres formes de violence ont constitué un problème particulier dans les camps de déplacés aussi bien que dans les bidonvilles urbains à travers le pays. Dans ces camps, un ensemble de facteurs ont contribué à la vulnérabilité accrue des femmes et mineurs : des portes de tentes peu solides, un mauvais éclairage, des familles démembrées, des voisins inconnus, l'anonymat relatif offert par une multitude de tentes, l'absence de forces de l'ordre efficaces, enfin la méconnaissance des services médicaux et économiques et leur accessibilité difficile. Les adolescentes logeaient souvent dans leurs propres tentes, ce qui traduisait peut-être un désir des familles d'occuper plusieurs tentes pour potentialiser le nombre d'articles et de services fournis par les ONG. Malheureusement, cette pratique plaçait de nombreuses jeunes femmes et jeunes filles dans une position de vulnérabilité.

Les avocats du Bureau des avocats internationaux (BAI), qui représentent les victimes de viol, ont déclaré que les autorités réagissaient d'une manière assez satisfaisante dans les cas de viol de mineurs car les dispositions juridiques étaient claires et les mesures judiciaires sont déjà en place pour gérer ces affaires, qui s'accompagnent souvent de l'indignation des communautés locales. Toutefois, lorsque l'auteur du viol était aussi un mineur ou quand la victime était d'âge adulte, les poursuites étaient souvent abandonnées ou mal conduites, parce que selon eux il n'existait pas de structures administratives ou juridiques déterminées pour traiter de telles affaires. Selon eux, les autorités « mettaient en liberté provisoire » les mineurs qui ont commis des viols pour les rendre à leurs parents.

Selon le BAI, dans 63 des 73 cas de viols reçus durant l'année, les victimes étaient des mineurs. Les avocats de cette organisation ont déclaré que les barrières s'opposant à la dénonciation des viols demeuraient nombreuses et comprenaient l'opprobre, la crainte des représailles et le manque de confiance dans le système judiciaire et juridique. Ils ont également signalé de grandes disparités dans la disponibilité et la qualité des certificats médicaux à obtenir des hôpitaux qui traitent les survivants de viols. De nombreux groupes dignes de confiance ont déclaré que les responsables juridiques posaient souvent des questions déplacées aux victimes, par exemple si la victime était vierge avant l'incident et ce qu'elle portait au moment du viol présumé, une pratique corroborée par le RNDDH. Parfois, les autorités ont conseillé aux victimes de ne pas engager de poursuites afin d'éviter une humiliation publique au moment du procès. Les mécanismes de protection et de refuge leur étant peu accessibles, les survivants des actes de viol et d'autres formes de violence sexuelle ont eu des difficultés à obtenir justice.

La loi ne reconnaît pas la violence domestique contre des adultes comme un délit à part entière. Des groupes de défense des droits des femmes et des droits de l'homme en général ont signalé que la violence domestique contre les femmes demeurait courante et peu dénoncée. La police a rarement arrêté les auteurs ou enquêté sur les incidents, et les victimes ont parfois vécu d'autres épisodes de harcèlement et de représailles de la part de leurs agresseurs, les contraignant parfois à se déplacer une seconde fois à l'intérieur des camps. Des juges ont souvent élargi des suspects arrêtés pour violence domestique et viol.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas précisément le harcèlement sexuel mais le Code du travail stipule que les hommes et les femmes ont les mêmes droits et obligations. Aucune information sur le harcèlement sexuel dans le milieu du travail n'était disponible, même si des observateurs ont signalé que cette pratique est courante. De tels événements sont peu signalés en raison du taux élevé de chômage et du peu de confiance des citoyens dans la capacité de protection du système judiciaire.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre, de l'espacement et du moment de la naissance de leurs enfants et de disposer des informations et des moyens de le faire sans discrimination. Malgré des connaissances approfondies sur les méthodes anticonceptionnelles, les barrières sociales, culturelles et légales ont souvent empêché les femmes d'obtenir des informations supplémentaires sur les méthodes de planification familiale et de soins de santé génésique. Dans cette société largement conservatrice, la contraception moderne est découragée et la plupart des hommes n'en veulent pas. La méthode moderne de contraception la plus prisée était l'injection car les femmes ne sont pas tenues d'en informer leurs partenaires. Un rapport de l'ONU paru en 2006 révélait un taux de 37,5 % de besoins non satisfaits de planification familiale, que les professionnels de la santé décrivaient comme une tendance persistante. Les jeunes femmes sexuellement actives considéraient qu'il était particulièrement difficile d'obtenir des services de planification familiale, lesquels étaient souvent situés à l'intérieur de centres de santé publique comme les hôpitaux mais dépourvus de zones privées ou confidentielles réservées au dépistage.

Le Fonds des Nations Unies pour la population a signalé que seuls 25 % des accouchements se déroulaient dans des établissements de soins médicaux. Par ailleurs, une étude du ministère de la Santé publiée en 2006 révélait que jusqu'à 85 % des femmes enceintes rapportaient au moins une visite médicale anténatale et 54 % rapportaient quatre visites anténatales ou plus. La plupart des femmes recouraient des accoucheuses, souvent des femmes expérimentées mais non formées, pour les aider à accoucher chez elles ou dans des établissements non médicaux. Les professionnels de la santé attribuaient cette pratique aux services de maternité irréguliers et médiocres dans les hôpitaux et les cliniques. En effet, il arrivait souvent que les femmes enceintes arrivent pour une première visite et découvrent un établissement surpeuplé, avec un personnel non formé et des fournitures médicales en quantité insuffisante. Bien que la plupart des femmes des provinces rurales décident d'accoucher à domicile, de nombreuses citadines qui pouvaient recourir à des services d'accouchement professionnels optaient elles aussi en faveur de l'accouchement à domicile. Très approximativement, à partir des calculs effectués par l'ONU, la Banque mondiale et des professionnels locaux de la santé sur les tendances sanitaires, le taux de mortalité maternelle se situerait entre 300 et 670 pour 100.000 naissances vivantes, bien qu'il soit impossible de confirmer ce chiffre en raison de l'absence d'une enquête nationale depuis 2005. La convergence de lois sévères, de besoins en planification familiale non satisfaits, d'un taux de fécondité élevé et d'un grand nombre de grossesses non désirées ont contribué à un fort taux de mortalité maternelle.

Les femmes et les hommes avaient un accès égal aux services de diagnostic et au traitement en cas d'infections sexuellement transmises, dont le VIH-sida.

Discrimination : Les femmes ne jouissaient pas du même statut social et économique que les hommes et dans certaines couches sociales, la tradition a limité leur rôle. En milieu rural, la majorité d'entre elles demeuraient confinées aux occupations traditionnelles de l'agriculture, de la vente au marché et des travaux domestiques. En milieu urbain, les femmes démunies et chefs de famille avaient souvent peu de possibilités d'emploi ; elles travaillaient comme domestiques ou comme marchandes. Le gouvernement et les employeurs du secteur privé ont rarement promu les femmes à des postes de responsabilité.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité est transmise par les parents ; un seul parent, de l'un ou l'autre sexe, suffit pour transmettre la nationalité, qui peut être acquise également par une requête officielle adressée au ministère de l'Intérieur. Le gouvernement n'a pas enregistré toutes les naissances immédiatement et n'a pas tenu de statistiques sur le nombre de naissances non enregistrées chaque année. Selon un rapport du gouvernement, plus de 10 % des naissances de citoyens haïtiens n'étaient pas enregistrées. L'enregistrement des naissances est gratuit jusqu'à l'âge de deux ans, après quoi il peut se révéler difficile et onéreux d'obtenir un acte de naissance, surtout

dans les provinces. L'enregistrement des naissances est rendu difficile par un autre facteur : l'acte stipule que l'enfant est légitime s'il naît du mariage et qu'il est naturel en cas contraire, ce qui peut porter à ne pas déclarer une naissance pour éviter de stigmatiser l'enfant.

Les certificats de naissance sont requis par la loi pour ouvrir un compte en banque, demander un crédit, être admis à l'hôpital et voter. Cependant, les individus sans les certificats de naissance requis ont tout de même été admis aux urgences des hôpitaux ou dans les établissements d'enseignement. De nombreux documents officiels ont été détruits dans le séisme. Les Archives nationales ont recensé plus du triple des demandes de documents certifiés à la réouverture après le séisme, et durant plusieurs mois, l'Office d'identification nationale était le théâtre de longues files d'attente, la population souhaitant remplacer des papiers d'identité perdus ou détruits. Ces deux institutions étaient dépassées par la demande mais ont pu gérer peu à peu la surcharge de travail.

Éducation : Malgré les dispositions constitutionnelles proclamant l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants, ni l'éducation primaire ni l'éducation secondaire n'était obligatoire, gratuite ou universelle. Le pays recensait environ 1,5 million d'enfants âgés de six à 12 ans, dont seuls 50 % fréquentaient l'école. Le 3 octobre, le président Martelly a annoncé un plan accordant une éducation gratuite à environ 772.000 enfants des écoles publiques à travers le pays pour l'année scolaire 2011-2012 grâce à une combinaison d'exonérations de frais de scolarité pour environ 500.000 élèves inscrits et de paiement des frais de scolarité pour 250.000 nouveaux élèves. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes internationaux ont versé plusieurs millions de dollars pour subventionner les frais de scolarisation. De nombreuses familles qui ne pouvaient pas faire admettre leurs enfants à l'école publique ont payé les frais de scolarité d'écoles privées qui, en général, n'étaient ni accréditées ni réglementées.

Maltraitance des enfants : La loi interdit la violence familiale contre les mineurs et les chiffres de la MINUSTAH basés sur les dossiers des postes de police faisaient état de seulement 77 cas de violence domestique contre des mineurs durant l'année contre 300 incidents de janvier à octobre 2010. Cette diminution ne reflétait probablement pas une diminution de l'activité mais une baisse des dénonciations comme c'est le cas pour les incidents de viol. Des institutions et programmes du gouvernement ont fait la promotion des droits et du bien-être de l'enfant, mais les autorités ne disposaient pas des ressources nécessaires pour soutenir ou appliquer convenablement les mécanismes existants.

Des sources crédibles ont signalé qu'entre 250.000 et 500.000 enfants ont travaillé comme domestiques en régime de servitude ou « restaveks » (voir section 7.c.). Environ 65 % de ces enfants étaient des filles, et près des trois quarts d'entre elles travaillaient comme domestiques au domicile de parents ou de connaissances de la famille.

À Port-au-Prince, les milliers d'enfants des rues comptaient parmi eux de nombreux enfants congédiés par leurs employeurs ou les familles qui les maltrahaitent, ou encore qui s'étaient enfuis, mais aussi des enfants ayant perdu leurs parents ou leurs tuteurs à cause du séisme. Selon les estimations, presque 75 % des enfants des rues étaient des garçons. Des ONG ont signalé que les enfants des rues s'exposaient aux sévices sexuels ou d'autre nature, recevaient peu d'instruction, voire aucune, et étaient une proie aisée pour les trafiquants qui les recrutaient à des fins d'exploitation. Il semble également que les bandes criminelles auraient recruté des mineurs pour leur faire commettre des actes illégaux. Le ministère des Affaires sociales a fourni quelque assistance, dont de la nourriture et un abri provisoire, aux enfants des rues.

L'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR) était responsable de surveiller et d'accréditer plus de 600 centres d'accueil mais disposait de peu de ressources pour ce faire. L'insalubrité, la surpopulation, la pénurie de nourriture, l'absence d'éducation et le manque de supervision par des adultes caractérisaient bon nombre de ces établissements. Les allégations de sévices sexuels commis par le personnel n'étaient pas rares. Selon l'IBESR, presque tous les centres d'accueil pour enfants à travers le pays fonctionnaient à la limite de leurs capacités, voire au-dessus. De nombreux indices démontraient que les agences d'adoption à l'étranger et leurs clients avaient contribué officieusement au financement de certains centres d'accueil qui ne répondaient pas aux normes établies par le gouvernement pour la prise en charge d'enfants destinés à l'adoption.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum pour avoir des relations sexuelles consensuelles est de 18 ans. Les carences constatées dans la dénonciation et l'investigation des allégations de viol ont contribué à des incertitudes sur les peines, le cas échéant, en cas de viol commis sur un mineur. Les enfants ont aussi travaillé dans la rue et se sont prostitués dans les camps de personnes déplacées. L'ONU a signalé que les enfants étaient les victimes dans 60 % des cas de violence sexospécifique à caractère sexuel signalés en 2010. Le recrutement des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, de pornographie et d'activités illicites est illégal mais l'ONU a signalé que les gangs armés de Port-au-Prince sont allés jusqu'à recruter des enfants âgés de 10 ans. La loi interdit la corruption des jeunes de moins de 21 ans y compris par la prostitution, les peines allant de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, adoptée à La Haye en 1980. Pour en savoir davantage, voir le rapport publié par le Département d'État sur la conformité aux normes à http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html et des informations ventilées par pays à http://travel.state.gov/abduction/country/country_3781.html.

Antisémitisme

La communauté juive est très petite et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Voir le rapport du Département d'État sur *la traite des personnes* à www.state.gov/j/tip.

Personnes handicapées

La Constitution et la loi n'interdisent pas explicitement la discrimination fondée sur le handicap physique ou mental, et il n'a été signalé aucun cas de discrimination pratiquée par les autorités gouvernementales à l'encontre de personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou d'autres services publics. Cependant, la pauvreté étant chronique et généralisée, et les services publics et les débouchés éducatifs limités, les personnes handicapées étaient considérablement défavorisées.

La Secrétairerie d'État à l'intégration des personnes handicapées (SEIPH) est l'organisme gouvernemental principalement chargé de prêter assistance aux personnes handicapées et de veiller à ce que leurs préoccupations soient prises en compte, surtout dans la phase de reconstruction. Dans la pratique, l'ONU a assuré la majeure partie de la coordination et les ONG ont fourni la plupart des services, la SEIPH assumant principalement le rôle d'organe défenseur au sein du gouvernement. Celle-ci estime qu'il y avait 800.000 personnes handicapées et environ 5.000 à 10.000 autres personnes handicapées à la suite de blessures causées par le tremblement de terre de 2010, dont 5.000 nouveaux amputés. Seuls 3 % des enfants handicapés fréquentaient l'école. Handicap International a fourni des services intégraux à un petit nombre de personnes incluant la pose de prothèses, les services psycho-sociaux et la formation.

Dans l'hôpital d'État, les conditions de vie des malades mentaux étaient nettement inférieures aux normes internationales, les patients vivant souvent dans des conditions pénibles. Ils étaient souvent attachés pour les empêcher de s'éloigner et bon nombre étaient isolés dans de petites pièces sans fenêtres et pourvues de services hygiéniques inadéquats ou irréguliers. Les personnels hospitaliers étaient en nombre insuffisant pour répondre aux besoins des patients et rarement formés à l'administration de soins de santé mentale. En tant que groupe, les personnes atteintes de maladies mentales ou de troubles du développement ont été constamment marginalisées, négligées et maltraitées par la société en général. Par exemple, les familles attachaient fréquemment les personnes atteintes de déficits cognitifs ou de maladie mentale pendant de longues périodes. Toutes les formes de maladie mentale suscitaient un opprobre généralisé. Cette négligence et ces sévices proviennent principalement d'un manque de compréhension de la santé mentale, des maladies mentales et du handicap. Le manque de services médicaux de qualité adaptés aux maladies mentales et l'absence d'activités de plaidoyer et de sensibilisation pour aider cette population ont exacerbé et perpétué cette incompréhension. Le pays ne comptait que 20 psychiatres environ, dont la formation et l'expérience étaient en grande partie obsolètes. Dans ces

conditions, la majorité des malades mentaux ne recevaient pas les soins de santé mentale nécessaires.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

Aucun rapport confirmé n'a fait état de discrimination officielle contre la communauté des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transgenres (LGBT) mais des ONG locales ont signalé que des personnes y appartenant ont fait l'objet d'une discrimination sociétale répandue, y compris l'opprobre social, les actes de violence physique les ciblant particulièrement, les agressions sexuelles et l'insécurité dans l'emploi. Des ONG ont également signalé que ces personnes n'avaient pas fait mention de violations de leurs droits fondamentaux par crainte de représailles.

Les membres de la communauté LGBT étaient exposés à une discrimination ouverte de la part des autorités policières et judiciaires, particulièrement à Port-au-Prince. Un séropositif dénommé « Papouche » est mort au Pénitencier national durant l'été après avoir été violé à maintes reprises puis s'être vu refuser tout traitement médical. Dans une tentative désespérée de se protéger en milieu carcéral, avant d'être infecté, il a demandé plusieurs fois à sa famille de lui apporter des préservatifs et des produits lubrifiants pour les donner à ses agresseurs.

Un groupe de défense des LGBT, Serovie, a offert des services de vulgarisation, d'accompagnement psycho-social et parfois des services juridiques au nom de cette communauté. Aucune loi ne pénalisait les rapports sexuels consentis entre deux personnes du même sexe mais la direction de Serovie a indiqué que les membres de cette communauté s'exposaient à un harcèlement quotidien et à l'opprobre fréquent des autorités policières pour des violations des lois sur l'outrage public. Ce groupe rapporte que les homosexuels se heurtaient à un climat de discrimination et parfois à un rejet violent de la part du reste de la société. L'IBESR a soutenu quelque peu la communauté LGBT et particulièrement les lesbiennes.

Serovie a indiqué que le 13 août à Port-au-Prince, la police a arrêté Willio Gourdain et Angelot Pierre, deux homosexuels, en raison de leur participation à une bagarre. Serovie a déclaré que Willio Gourdain possédait une petite boutique de vêtements à Pétionville et logeait plusieurs autres homosexuels, une pratique répandue qui permet aux membres de la communauté LGBT de mieux se protéger. Un habitant du quartier aurait agressé Willio Gourdain et ses amis avec un couteau mais quand la police est intervenue, les voisins ont commencé à lancer des pierres sur Gourdain et à l'insulter. Selon Serovie, après l'arrestation de Gourdain et Pierre, le juge de la localité et le policier qui les a arrêtés ont immédiatement contacté le groupe pour obtenir des pots-de-vin contre leur libération, en commençant par 100.000 gourdes (2 500 dollars É.-U.) et se contentant en fin de compte de 30.000 gourdes (750 dollars É.-U.), que le groupe a payés par crainte que les deux hommes connaissent le même sort que Papouche en

prison. Le 19 août, après avoir été payées, les autorités ont libéré les hommes qui sont retournés au magasin pour constater qu'il avait été vandalisé et pillé.

Les membres de la communauté LGBT dans les provinces rurales ont signalé un comportement beaucoup plus tolérant et accueillant que dans les centres urbains comme Port-au-Prince. Par exemple, dans le département de l'Artibonite, certains hommes peuvent vivre en couple ouvertement. Ce département est un grand centre de la religion vodou et compte trois de ses sites les plus sacrés. La tradition ancienne d'acceptation de styles de vie extrêmement différents permet à certains hommes de se vêtir et de vivre ouvertement sous une apparence féminine.

Les services ciblés de Serovie ont atteint, selon les calculs, 10.000 homosexuels durant l'année, ce qui indique qu'il existait alors une importante communauté LGBT en attente de services d'appui. À l'instar de Serovie, d'autres groupes ont pris des mesures concrètes pour bâtir un réseau d'appui et poursuivre leurs efforts pour atteindre un échantillon plus divers de la communauté LGBT.

Autres formes de violence sociétale ou de discrimination

Les représailles engagées par des justiciers demeuraient chose commune, y compris dans les régions rurales où l'appui des forces de l'ordre et des autorités judiciaires était sérieusement limité, voire inexistant. Entre janvier et septembre, le RNDDH a signalé que 28 prêtres ou praticiens vodou avaient été tués après avoir été accusés de créer une poudre pour propager le choléra. Ils ont été soit décapités soit brûlés vifs. Ces accusations sont apparues peu après la poussée de choléra d'octobre 2010 et ont continué durant l'année.

Le lynchage demeure une pratique fréquente et ses répercussions sont rares ou impunies par la loi, surtout dans des zones relativement rurales en dehors de la capitale. Par exemple, la PNH a enregistré 113 cas de lynchage par rapport à 83 en 2010, et aucun n'a abouti à des arrestations. La population a souvent agi en représailles contre les agents de police, surtout après des incidents durant lesquels un agent avait utilisé son arme pour tirer sur un suspect. Il y a eu au moins un cas où la population a lynché des criminels présumés pour défendre des agents de la PNH, comme lorsqu'une foule a tué deux hommes qui avaient tiré sur un agent de la PNH au Cap-Haïtien en octobre après que celui-ci eut tenté de les arrêter durant un cambriolage.

Une discrimination sociétale a été enregistrée contre des personnes vivant avec le VIH-sida et souvent assimilées à la communauté LGBT. Chaque année au mois de décembre, une parade de sensibilisation au VIH a lieu, qui est largement associée, à tort, à la communauté LGBT.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit de négociation collective

La loi permet à certains travailleurs, sauf les employés du secteur public, de constituer et de rejoindre les syndicats de leur choix ; il prévoit le droit de grève, sous certaines conditions, ainsi que le droit de négociation collective. La loi exige qu'un syndicat soit composé d'au moins 10 membres et qu'il soit enregistré auprès du ministère du Travail et des affaires sociales dans les 60 jours qui suivent sa formation. Elle prévoit aussi que toute association de plus de 20 membres doit obtenir une autorisation préalable auprès des autorités nationales pour être reconnue.

Le droit limite les grèves légales à celles relevant des quatre catégories ci-après : les travailleurs en grève restent à leur poste, la grève sans abandon de l'établissement, le débrayage et l'abandon de l'établissement, enfin, la grève déclenchée en solidarité avec une autre grève. Les travailleurs des services d'utilité publique et les employés de sociétés du secteur public ne sont pas autorisés à faire la grève. Par service d'utilité publique, le Code du travail entend celui qui est assuré par les travailleurs qui « ne peuvent suspendre leurs activités sans causer des dommages graves [...] à la santé des individus et à la sécurité publique ». Un préavis de 48 heures est exigé pour toutes les grèves, dont la durée ne peut dépasser une journée.

La loi interdit aux employeurs toute forme de discrimination syndicale, et ceux-ci encourent une amende pour chaque violation individuelle. Bien que les travailleurs congédiés illégalement aient le droit de percevoir toute indemnité leur étant due, la loi ne précise pas que les employeurs sont tenus de rétablir à leur poste les travailleurs congédiés illégalement pour syndicalisation.

La loi ne concerne pas les travailleurs indépendants ou les travailleurs du secteur de l'économie informelle ; en d'autres termes, la grande majorité des travailleurs du pays, dont les ouvriers agricoles, les fonctionnaires, les mineurs et les employés domestiques n'étaient pas protégés par les règles du Code du travail.

Dans la pratique, le gouvernement a consenti peu d'efforts pour faire appliquer les lois du travail. Sous la direction du ministère du Travail et des affaires sociales, les tribunaux sont chargés de trancher les différends de faible portée. Ils étaient faibles et inefficaces, et le gouvernement n'a pas fait appliquer les jugements rendus. Port-au-Prince comptait un tribunal du travail. Dans les provinces, les plaignants avaient l'option légale de recourir aux tribunaux municipaux pour trancher des différends professionnels mais il n'est pas certain que cette option ait effectivement été mise en pratique.

En réalité, l'exercice de la liberté d'association s'est heurté à plusieurs obstacles. Ainsi, de nombreux syndicats n'étaient pas des organisations indépendantes mais des antennes de partis politiques. Les taux élevés de chômage et l'anti-syndicalisme de certains ouvriers d'usine et de la plupart des employeurs ont limité le succès des efforts de syndicalisation. Durant l'année, un syndicat des ouvriers de l'industrie de confection a été constitué. Peu après sa constitution, six cadres du syndicat ont été licenciés.

Dans son rapport du mois d'octobre, le programme Better Work de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a établi des preuves indirectes substantielles indiquant que les travailleurs avaient été licenciés en raison de leur lien avec leur syndicat. Les trois employeurs impliqués dans l'affaire ont été incapables de fournir des preuves contraires suffisantes. À la fin de l'année, cinq des six syndicalistes avaient été rétablis dans leurs fonctions.

En général, les employeurs déterminaient les salaires unilatéralement. L'on a constaté un seul exemple réputé de convention collective dans une usine. Toutefois, cette convention collective entre le syndicat et l'employeur ne respectait pas la loi qui établit que les employés doivent recevoir une prime de salaire de 50 % lorsqu'ils travaillent des heures supplémentaires.

Dans la pratique, les travailleurs ont exercé leur droit de grève. Malgré l'interdiction de grève frappant le secteur public, plusieurs grèves ont été organisées durant l'année, généralement parce que le gouvernement n'avait pas payé le personnel. Durant l'année, il y a eu au moins un cas de travailleurs d'une usine de confection qui ont été licenciés après avoir fait grève. Le gouvernement a décidé que la grève était illégale parce que les travailleurs n'avaient pas donné le préavis requis.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Le droit haïtien interdit toutes formes de travail forcé ou obligatoire. Toutefois, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Des rapports ont signalé que des cas de travail forcé ou obligatoire s'étaient produits dans la pratique, notamment des cas de travail forcé chez les enfants domestiques ou restaveks.

Rarement, il y a eu des preuves crédibles de l'existence d'une culture d'intimidation et de contrôle de l'employeur sur les travailleurs dans le secteur du textile, dont la présence de gardiens aux portes ou portails de l'usine, des restrictions de sortie et de liberté de circulation à l'intérieur de l'usine, le non-versement des salaires ou le paiement incomplet des heures supplémentaires, y compris pour les heures supplémentaires dépassant les limites légales, ainsi que des restrictions d'accès à l'eau potable.

Voir également le *rapport du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse www.state.gov/j/tip.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

L'âge minimum requis pour être employé dans les entreprises industrielles, agricoles ou commerciales est de 15 ans. L'âge minimum d'apprentissage est de 14 ans. La loi interdit aux jeunes et aux enfants d'effectuer des travaux susceptibles d'être dangereux, de perturber leur éducation ou de nuire à leur santé et leur développement physique,

mental, spirituel, moral ou social, y compris l'utilisation des enfants pour commettre des activités criminelles. La loi interdit également aux mineurs de travailler dans des conditions dangereuses ou périlleuses comme le travail dans les mines, le secteur du bâtiment ou les services d'assainissement ; il interdit les travaux de nuit dans les entreprises industrielles pour les mineurs âgés de moins de 18 ans.

Il n'existe pas d'âge minimum pour travailler comme domestique, ni de sanctions juridiques contre l'emploi d'enfants domestiques, sauf si la nature ou les conditions de l'emploi domestique est préjudiciable à la santé, la sécurité ou la moralité des employés. La loi exige que les employeurs paient les travailleurs domestiques de plus de 15 ans, ce qui permet à ces employeurs d'utiliser le principe du « gîte et couvert » pour payer de manière non réglementaire leurs employés âgés de moins de 15 ans. Bien que la loi garantisse une instruction primaire obligatoire et gratuite pour tous les enfants, ceux-ci ne sont tenus de fréquenter l'école que pendant six ans, ce qui rend les enfants âgés de 12 à 14 ans (qui ne sont pas tenus de fréquenter l'école mais ne sont pas non plus légalement autorisés à travailler) particulièrement vulnérables au travail des enfants, y compris ses pires formes.

Les jeunes âgés de 15 à 18 ans qui cherchent un emploi doivent obtenir une autorisation de travailler auprès du ministère du Travail et des affaires sociales sauf s'ils sont employés comme travailleurs domestiques. Les entreprises qui emploient des mineurs sans autorisation de travailler s'exposent à des amendes pouvant atteindre entre 3.000 et 5.000 gourdes haïtiennes (de 78 à 125 dollars É.-U.).

Par l'intermédiaire de l'IBESR, le ministère est chargé d'appliquer les lois sur le travail des enfants. Le gouvernement a indiqué que l'insuffisance des effectifs et le manque de matériel essentiel comme les véhicules ont entravé la capacité de l'IBESR de mener des enquêtes efficaces sur le travail des enfants. Le gouvernement ne publie pas de statistiques sur ses enquêtes concernant des cas de violations des lois sur le travail des enfants ou sur les amendes imposées dans ce contexte. Le gouvernement Martelly et la nouvelle directrice de l'IBESR ont accordé un degré élevé de priorité au problème des orphelins, des enfants des rues et des enfants victimes de traite aux fins de servitude domestique, engageant les ressources des forces de l'ordre pour sauver quelques enfants victimes de la traite et fermer plusieurs orphelinats vers la fin de l'année. La directrice de l'IBESR a placé une annonce en pleine page dans le quotidien national avertissant les orphelinats et les maisons d'accueil pour enfants qu'ils étaient dans l'obligation de s'inscrire auprès de l'IBESR avant le 31 décembre sous peine de poursuites légales. Toutefois, le manque de programmes de protection sociale suffisants et de lois promulguées visant l'élimination des pires formes de travail des enfants est demeuré un obstacle au progrès.

La Brigade de protection des mineurs (BPM) de la PNH est chargée d'enquêter sur les délits contre les enfants. Elle est dotée de 35 agents et d'un système permettant de renvoyer les cas d'enfants exploités et victimes de sévices aux services sociaux. Bien que la BPM ait l'autorité nécessaire pour enquêter sur les accusations de sévices et appréhender les personnes dénoncées pour exploitation d'enfants domestiques, elle n'a

pas donné suite aux enquêtes sur les restaveks en raison de l'absence de sanctions juridiques contre les manifestations de cette pratique relevant de l'exploitation.

La compétition féroce des adultes pour obtenir un emploi était telle que, dans le secteur industriel, le travail des enfants était d'ampleur négligeable. Le rapport du programme Better Work de l'OIT a également signalé certaines améliorations dans les procédures visant à empêcher le travail des enfants dans les usines de confection, principalement celles liées à une meilleure application des procédures de vérification de l'âge dans ces établissements. Cependant, des enfants de moins de 15 ans ont régulièrement travaillé dans le secteur informel pour compléter les revenus familiaux. Les activités et secteurs où l'on retrouvait les enfants étaient le service domestique, l'agriculture de subsistance ainsi que le commerce ambulants, où les enfants vendent des produits, lavent les voitures, portent les marchandises achetées au marché et les bagages dans les arrêts de bus, et mendient. Par ailleurs, les enfants travaillaient avec leurs parents dans les petites exploitations agricoles familiales, bien que le taux de chômage élevé parmi les adultes n'ait pas permis à un grand nombre d'enfants de travailler dans les exploitations commerciales.

Les pires formes de travail des enfants, particulièrement les enfants qui travaillent comme domestiques, sont demeurés problématiques et endémiques. L'on estimait entre 250.000 et 500.000 le nombre d'enfants employés comme domestiques ou restaveks. À titre estimatif, une enquête effectuée en 2009 portait à 225.000 le nombre d'enfants travaillant comme restaveks dans les régions urbaines d'Haïti. La majorité des restaveks était constituée de filles âgées de six à 14 ans. L'exploitation des restaveks par les familles d'accueil consistait généralement à forcer les enfants à travailler pendant des journées excessivement longues, à réaliser des tâches physiquement ardues, sans salaire ou alimentation adéquate, sans les scolariser, et à leur faire subir des sévices physiques ou sexuels. En général, les filles étaient placées en servitude domestique dans des résidences privées urbaines, tandis que les garçons étaient le plus souvent exploités comme main d'œuvre agricole. S'ils ne s'enfuyaient pas avant, les restaveks demeuraient dans la famille d'accueil jusqu'à l'âge de 14 ans. De nombreuses familles forçaient les restaveks à quitter leur maison avant d'atteindre l'âge de 15 ans pour éviter de leur payer un salaire comme le prévoit la loi, tandis que d'autres faisaient fi de la loi, souvent en toute impunité.

Les enfants qui travaillaient dans les rues s'exposaient à une multitude de dangers, dont les intempéries, les accidents de la route et la criminalité. Les milliers de personnes déplacées ou devenues orphelines au lendemain du séisme de janvier 2010 ont probablement augmenté le nombre de restaveks et d'enfants des rues. Les estimations du nombre d'enfants des rues à travers le pays variaient considérablement mais, en général, elles situaient ce chiffre aux alentours de 50.000 au moins. Les restaveks abandonnés ou qui s'enfuyaient constituaient une part considérable des nombreux enfants vivant dans la rue, dont la plupart étaient contraints de se prostituer ou de participer aux activités criminelles des gangs, tandis que d'autres devenaient des vendeurs ambulants ou des mendiants.

Voir également le rapport du Département du Travail intitulé *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* à www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda/htm.

d. Conditions de travail acceptables

Le salaire journalier minimum était de 150 gourdes haïtiennes (environ 3,75 dollars É.-U.) dans le secteur du textile et de 200 gourdes haïtiennes (environ 5 dollars É.-U.) dans les secteurs commercial et industriel. Les travailleurs rémunérés à la pièce ont reçu un minimum de 200 gourdes haïtiennes par jour. Pour tous les autres emplois commerciaux et industriels, le salaire minimum journalier a été fixé à 200 gourdes haïtiennes pour huit heures de travail.

Le droit a fixé le nombre standard d'heures de travail par jour pour les établissements commerciaux, industriels et agricoles à huit heures et la semaine de travail à 48 heures avec 24 heures de repos et un congé annuel payé. Il prévoit également le paiement des heures supplémentaires et interdit les heures supplémentaires excessives et obligatoires. Cependant, la loi exonère les établissements de santé, l'hôtellerie, les débits d'aliments et de boissons, ainsi que le milieu du spectacle. Il exempte également les postes de responsabilité et les établissements familiaux qui n'emploient que les membres de la famille. La Direction du Travail peut aussi accorder des dérogations à d'autres employeurs qui ne sont pas spécifiquement exemptés des dispositions juridiques. La loi ne prévoit rien en ce qui concerne l'interdiction des heures supplémentaires pour les employés du secteur public. Le Code du travail est extrêmement vague sur les droits des travailleurs domestiques, notamment leurs horaires de travail, salaires, congés et indemnités de licenciement. Des règles minimums d'hygiène et de sécurité ont également été prévues par la loi.

Bien que le ministère du Travail et des affaires sociales soit chargé de leur application, les lois sur le salaire minimum, la semaine de travail normale, les primes pour heures supplémentaires, l'interdiction des heures supplémentaires obligatoires excessives et les directives d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail n'ont pas été appliquées effectivement. Les sanctions n'étaient pas suffisantes pour décourager toute violation et n'étaient souvent pas appliquées. La capacité du ministère vis-à-vis des sanctions des violations commises s'est trouvée limitée par des contraintes inhérentes aux ressources humaines et autres limitations. Les estimations du nombre d'inspecteurs du travail variaient de manière considérable. Quel que soit leur nombre réel, les inspections du travail étaient réputées inefficaces pour un certain nombre de raisons, dont le manque de fonds, un professionnalisme douteux et l'absence de dispositifs efficaces d'application des règles.

Le rapport du programme Better Work de l'OIT a signalé des problèmes considérables à l'égard des heures supplémentaires constituant une condition d'emploi. Dans huit usines, l'employeur n'a pas respecté les limites des heures supplémentaires de travail. Ainsi, les travailleurs concernés ont travaillé plus de 80 heures supplémentaires durant trois mois, la durée limite établie dans le Code du travail. Certaines usines n'ont pas

demandé l'autorisation requise par la loi pour le travail en heures supplémentaires (trois usines) ou le travail le dimanche (quatre usines). De nombreux responsables d'usine ont produit des lettres adressées au ministère du Travail et des affaires sociales lui demandant l'autorisation d'effectuer des heures supplémentaires ou de travailler un dimanche mais, à la fin de l'année, ils attendaient encore l'autorisation du ministère. Dans ces cas, le gouvernement a considéré que les usines étaient en conformité puisqu'elles avaient demandé l'autorisation prévue par la loi.

La plupart des Haïtiens travaillent dans le secteur informel et l'agriculture de subsistance, qui ne sont pas couverts par la législation sur le salaire minimum. Le salaire journalier habituellement pratiqué dans ces secteurs est de 20 à 30 gourdes haïtiennes (0,50 à 0,75 dollars É.-U.). De nombreuses femmes travaillaient comme domestiques, un secteur lui aussi exclu de la loi sur le salaire minimum. Le manque de personnel et la tenue de manifestations spéciales ont porté les agents de la PNH à travailler parfois durant 12 heures sans interruption, six jours par semaine, sans percevoir de salaire pour les heures supplémentaires, bien qu'ils aient tous reçu une prime de fin d'année.

Les secteurs industriel et d'assemblage ont largement observé les directives d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail. Toutefois, en partie à cause d'une surveillance extérieure accrue des usines de textile, l'on a signalé davantage de cas de non-conformité aux règles sur le salaire minimum, les pauses quotidiennes, les soins médicaux et les premiers soins ainsi que la protection des travailleurs. Dans certaines usines de confection, les superviseurs auraient contraint les employés de travailler en fonction d'un système de quotas, lequel consistait à travailler des heures supplémentaires par exemple en fermant les portes de l'usine jusqu'à ce que les quotas soient remplis. Dans ces domaines, l'on a constaté de nombreuses améliorations mais, en général, la conformité aux normes est demeurée insatisfaisante et quelques problèmes se sont étendus à certains secteurs tout entiers, en l'occurrence le salaire minimum, les contrats d'embauche, l'hygiène et la sécurité au travail ainsi que les heures de travail.

Aucun groupe n'a recueilli de données officielles mais les syndicats ont affirmé que les blessures sur le lieu de travail étaient fréquentes dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics. En dépit du fait qu'ils aient légalement le droit de le faire, dans la pratique, les travailleurs n'étaient pas en mesure de se soustraire à des conditions de travail dangereuses sans risquer de perdre leur emploi.